

EN DIRECT !

**Avec le groupe de la Gauche Combative,
Communiste et Républicaine**

Conseil départemental du 12 octobre 2023



Laurent Jacques
canton Le Tréport

Pouvoir d'achat : le Département doit être aux côtés des seinomarins !

"Aujourd'hui, je vais vous parler d'Élisa, qui doit remplir le réservoir de sa 206, dont elle sait qu'elle ne lui permet pas de franchir les frontières de la ZFE, et qui s'inquiète surtout de savoir si elle passera le prochain contrôle technique prévu à la fin de cette année.

À eux, on ne demande pas un effort, on l'impose. À eux, on ne destine pas d'aides, ou si peu. Ils dépassent toujours les plafonds de presque rien et ils n'ont donc droit à rien.

Alors aujourd'hui, plus que jamais, le Département se doit d'être aux côtés des Seinomarins qui partagent ce quotidien".

La MDPH : parcours du combattant pour les parents

"Ce n'est pas qu'un débat de chiffres et de moyens, derrière, il y a autant de réalités humaines souvent difficiles.

Un service public, et en particulier dans un secteur aussi sensible doit garantir aux usagers un accès sans faille aux prestations et aux accompagnements nécessaires à la prise en charge du handicap.

Cela passe par des questions d'organisation, mais aussi par la décision d'affecter les moyens financiers et humains adaptés au bon traitement des demandes. Quoi qu'il en coûte !"



Sophie Hervé
canton Le Havre 3

Pour l'abandon du projet de contournement autoroutier de Rouen et la réaffectation des crédits mobilisés!

"Au-delà d'une décision de retrait de ce projet inutile, néfaste et coûteux qui d'un coup ferait faire un grand pas à notre Plan Climat 76, elle permettrait d'injecter 40 Millions pour soutenir nos besoins d'investissements en faveur par exemple de la rénovation thermique des bâtiments ou de compléter le Plan Ambition Collèges".



Séverine Botte



Joachim Moysse



Séverine BOTTE - Alban BRUNEAU -
Maryline FOURNIER - Sophie HERVE
- Laurent JACQUES - Nicolas
LANGLOIS - Christine MOREL -
Joachim MOYSE

**SÉVERINE BOTTE / ALBAN BRUNEAU / MARYLINE FOURNIER / SOPHIE HERVÉ
LAURENT JACQUES / NICOLAS LANGLOIS / CHRISTINE MOREL / JOACHIM MOYSE**



Christine Morel
canton Le Havre 2

En pleine crise du pouvoir d'achat : la Droite augmente les tarifs de cantine dans un tiers des collèges, principalement dans les communes et quartiers les plus modestes !

"Inacceptable ! C'est le cri d'alerte des élus de la Gauche combative à la lecture de la proposition de **la Droite départementale** qui, sous couvert de fixer désormais un tarif unique de restauration dans tous les collèges publics, **va faire subir aux familles de 28 collèges**, la plupart sur des territoires où la population est plus modeste qu'ailleurs, **une augmentation des tarifs de cantine en pleine crise du pouvoir d'achat**".

Notamment par la voix de Christine Morel, le **groupe de la Gauche combative** s'est opposé à ce projet en Conseil départemental du 12 octobre, allant jusqu'à **déposer un amendement à la délibération pour que le tarif unique soit fixé à partir du tarif le plus bas pratiqué par les collèges actuellement.**

"On a pris quelques villes qui ont des collèges où ça va augmenter. Je vais vous annoncer le revenu médian de ces communes : Dieppe, 18 420 euros par an - Harfleur, 19 750 - Elbeuf, 16 930 - Blangy, 18 130 - Oissel, 20 130 - Cléon, 18 000 euros. Dans les communes suivantes, les tarifs vont baisser: Offranville, 34 820 euros - Isneauville, 30 360 euros - Mont Saint Aignan, 28 040 euros - Mesnil Esnard, 27 930 euros".

Résultat : La Droite augmente les tarifs de cantine, et les socialistes s'abstiennent (après avoir hésité à voter pour cette hausse des prix...). Les communistes ont évidemment voté contre.

Dotation de fonctionnement pour les collèges publics : enfin des premières avancées !! Mais...

Séverine Botte canton de Saint-Étienne-du-Rouvray

"C'est bien connu, enseigner c'est souvent répéter ! Et pour le coup, concernant les éléments de cette délibération annuelle, il nous aura fallu beaucoup répéter avant d'être enfin entendus... Bravo à vous (la majorité) pour avoir enfin entendu, bravo à nous pour n'avoir pas lâché le sujet !

La nécessaire réforme du mode de calcul de la Dotation Globale de Fonctionnement aboutit à une hausse historique de l'enveloppe de cette dotation (hausse réclamée là encore depuis des années) : +7%, soit 1,1 Million de plus en 2024.

"Derrière vos arguments d'égalité, une partie de la baisse des tarifs pour les ménages les plus fortunés de Seine-Maritime sera pris en charge par une partie des ménages les moins fortunés de la Seine-Maritime" . Nicolas Langlois - canton Dieppe 2

Comme quoi, en effet, il y avait grand besoin de réformer ce mode de calcul.

Mais il demeure un problème majeur à nos yeux : l'absence de prise en compte du nombre d'élèves boursiers dans le calcul des dotations par établissement. Alors quoi ? Auriez vous un problème avec les bourses?

Enfin, je profite de cette délibération pour regretter votre décision, sans information préalable ni concertation, de supprimer le Pass'Collège qui offrait l'année scolaire dernière une réduction sur les activités sportives et culturelles pour tous les collégiens de Seine-Maritime. C'est regrettable et nous demanderons son rétablissement".



Nicolas Langlois
Canton Dieppe 2

Projet Régional Santé (PRS) 2023-2028 : avis défavorable des élus de la Gauche combative

Présenté par le Directeur de l'Agence Régionale de Santé Normandie devant le Conseil départemental du 12 octobre, le nouveau (PRS) fixe, sur la période 2023-2028, des objectifs opérationnels pour l'offre de santé sur la région, un programme d'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies, ainsi qu'un cadre d'orientation stratégique prenant en compte les spécificités régionales en matière de santé. Il se propose notamment de réduire les inégalités sociales de santé, de s'adapter aux spécificités des territoires afin de réduire les inégalités territoriales, ou encore de piloter et d'évaluer le service rendu aux usagers en matière de santé...

Présenté comme cela, qui pourrait s'y opposer ? Sauf qu'en y regardant de plus près, et au-delà de la mine d'informations qu'il comporte, ce PRS est bien creux face aux urgences sanitaires. C'est le constat amer qu'en a tiré le groupe de la Gauche combative, communiste et républicaine, par la voix de son président Nicolas Langlois.

"Si nous ne devons retenir qu'un seul chiffre de tout ce rapport, c'est celui de l'écart d'espérance de vie entre les 5% les plus riches et les 5% les plus pauvres : 13 ans d'écart chez les hommes, 8 ans chez les femmes.

"Si nous ne devons retenir qu'un seul chiffre de tout ce rapport, c'est celui de l'écart d'espérance de vie entre les 5% les plus riches et les 5% les plus pauvres : 13 ans d'écart chez les hommes, 8 ans chez les femmes".

Nous émettrons donc un avis défavorable. Non pas un avis défavorable à nos relations de travail, et aux projets à faire avancer.

Mais un Non à cette situation qui porte tant de souffrances, d'un mode de financement de notre système de santé qui ne part pas des besoins identifiés, mais des injonctions du Ministère des Finances et des notes des agences de notation. Un NON à cette politique gouvernementale qui aggrave les inégalités et ne comblera pas les 13 et 8 années d'espérance de vie en moins pour les plus pauvres de notre pays et de notre département.

Un NON en soutien de tous les personnels qui prennent soin de nous au quotidien et qui n'en peuvent plus."

"Le rapport le rappelle, 20% de la population de l'agglomération havraise est exposée à un niveau de pollution maximale, et il souligne également les données nationales relatives à la pollution de l'air en termes de décès prématurés, de pathologies respiratoires et de coût sanitaire pour la société.

Il n'est pas fait état de données locales sur ces conséquences. Raison pour laquelle **je plaide pour la création d'un Observatoire Santé Environnement sur l'estuaire de la Seine.** Il y a deux semaines, un incident industriel sur la raffinerie de Normandie a généré un important panache de fumée noire qui a, durant plusieurs heures, affecté la qualité de l'air.

Le projet préconise de réduire les expositions liées à la qualité de l'air et annonce une série d'actions prioritaires à engager pour mieux informer le grand public, développer les compétences des jeunes en santé-environnement en milieu scolaire, j'y souscris donc mais en invitant ce projet à aller beaucoup plus loin".



Alban Bruneau
Canton Le Havre 3

Lors du Conseil départemental du 12 octobre, **les élus du groupe de la Gauche combative, communiste et républicaine**, Séverine Botte, Alban Bruneau, Sophie Hervé, Laurent Jacques, Nicolas Langlois, Christine Morel, et Joachim Moyse (Maryline Fournier étant souffrante), **ont bataillé ferme** :

- pour obtenir des mesures départementales en faveur du **pouvoir d'achat des habitants** ;
- pour étendre aux salariés modestes le dispositif de réduction sur **les factures de cantine des collèges** (ACRI) ; Il s'en est fallu de peu que cette proposition soit adoptée, qu'à cela ne tienne, ils la déposeront de nouveau dans le cadre des orientations budgétaires 2024...
- pour un **plan d'urgence en faveur des métiers de lien, des métiers du soin** ;
- pour une forte hausse des **budgets des EHPAD et des autres établissements médico-sociaux** ;
- pour l'abandon du **projet d'autoroute à péage autour de Rouen** et l'utilisation des 40 Millions que la Droite départementale veut lui consacrer, pour renforcer les investissements des collèges et des communes...

Et ils **se sont opposés à la proposition de la Droite de fixer le tarif unique de restauration à 3€**, qui entraîne des augmentations de 20% pour plusieurs collèges. Ils ont déposé un amendement pour que ce tarif unique soit basé sur le tarif le plus bas actuellement pratiqué dans les collèges de Seine-Maritime : celui de Gustave-Courbet qui est de 2,57€ le repas. Malheureusement, cet amendement a été rejeté ce qui va entraîner une forte hausse de la facture de cantine en pleine crise du pouvoir d'achat pour des milliers de familles, à partir du 1er janvier. La Droite départementale vous souhaitera ainsi à sa manière une bonne année !

Ils **se sont opposés également au Projet Régional de Santé (PRS)** porté par l'Agence Régionale de Santé parce qu'au-delà des mots, des constats et des belles intentions, il est creux dans les mesures qu'il comporte afin de régler les problèmes de santé en Seine-Maritime : déficit de médecins, crise de l'hôpital, lutte contre les pollutions industrielles, etc... Cette position a été partagée par d'autres groupes du Conseil qui a finalement décidé d'émettre un avis défavorable à ce projet.

Enfin, grâce à leur intervention, **le Département va de nouveau financer la destruction de nids d'insectes nuisibles**, dont le frelon asiatique, le dispositif ayant été stoppé début septembre faute de crédit suffisant.

Pour aller plus loin, retrouvez toutes nos interventions sur notre site internet.

<http://departement.elus76.com/>

Nos interventions détaillées



Nos collaborateurs politiques:

Sarah Khedimallah

0607568862

sarah.khedimallah@seinemaritime.fr

Sébastien Giard

0681337181

sebastien.giard@seinemaritime.fr